

Johnson accuse Ottawa de diluer la présence du Québec au plan international



QUÉBEC

NORMAND
GIRARD

Le Premier ministre sortant, M. Pierre Marc Johnson, a accusé Ottawa, hier, d'avoir voulu «diluer» la présence du Québec au plan international en donnant au Nouveau-Brunswick le même statut qu'au Québec.

Il s'agissait de la participation sur le même pied des deux provinces au prochain Sommet de pays francophones qui aura lieu à Paris à la fin de l'hiver.

Selon M. Johnson, Ottawa a trahi à la fois l'esprit et la lettre de l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones, selon lesquels il n'y a que deux sièges pour le Canada à cette institution.

M. Johnson a soutenu que dans ses négociations avec Ottawa au sujet du Sommet francophone, il a toujours été question d'un statut identique à celui que possède le Québec à l'Agence. Quant au Nouveau-Brunswick, dit-il en substance, le Premier ministre Mulroney a manifesté l'intention de s'en occuper. «De toute évidence, dit-il, il s'en est chargé à sa façon».

Après avoir signalé que c'est avec surprise et étonnement que le Québec a appris que le Nouveau-Brunswick obtenait un statut identique au sien, alors qu'il n'existe que deux sièges, il s'est demandé si l'ensemble des pays francophones accepteraient qu'un troisième siège soit accordé au Canada.

Interrogé à savoir si le geste posé par Ottawa était susceptible de se répercuter sur le statut spécial ou privilégié du Québec à l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones, M. Johnson a répondu:

«Je crois que le gouvernement du Canada, à toutes fins utiles, en trahissant à la fois l'esprit et la lettre de l'Agence, effectivement, veut faire connaître par cette décision, non pas l'entente qui est intervenue entre nous, mais par cette décision unilatérale, peut mettre le Québec dans une situation qui est dommage sur le plan

politique, qui est regrettable, et qui ne correspond ni à l'esprit ni à la lettre de l'Agence de coopération, et qui correspond à une tentative, très évidente de diluer la présence du Québec sur le plan international».

M. Johnson a signalé que la situation n'est cependant pas irrémédiable pour peu que l'ensemble des pays francophones n'acceptent pas d'accorder un troisième siège au Canada. A ce compte-là, dit-il, pourquoi pas quatre, pourquoi pas cinq? Pourquoi pas l'Ontario? Pourquoi pas le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest quant à y être?

Le Premier ministre sortant a ajouté que M. Mulroney savait fort bien quelles étaient les conditions du Québec pour accepter de participer à un éventuel Sommet de la francophonie et que ce qui s'est produit est sans doute une «erreur».

Quant au soi-disant «beau risque» du fédéralisme, M. Johnson a signalé qu'il va se faire à tous les jours et qu'on verra dans les cas de la Pétrochimie et de Matane si le fédéral est capable de livrer la marchandise.

Le cinéma

En ce qui concerne le recul que son gouvernement aurait effectué devant les pressions du consulat américain à Québec, selon le mi-

nistre Gérald Godin, M. Johnson apporte une dénégation. Il a dit que les pressions se sont plutôt exercées par les «majors» sur les propriétaires de salles de cinéma et que de toute façon son gouvernement n'a pas reculé. Il n'a que retardé l'adoption d'un règlement, à une semaine des élections, pour des raisons administratives.

L'a session

Par la même occasion, M. Johnson, qui avait rencontré ses candidats défaits et élus, en matinée, puis son «caucus» en après-midi, a fait savoir que c'est l'ex-ministre Guy Chevrette qui agira en qualité de leader parlementaire de l'Opposition officielle.

C'est l'ex-ministre François Gendron qui agira comme leader parlementaire adjoint et l'ex-ministre Jacques Brassard, en tant que whip du parti.

Par ailleurs, son chef de cabinet sera nul autre que l'ex-ministre Michel Clair, ancien président du Conseil du Trésor, défait dans Drummond le 2 décembre.

Enfin, à la suite du bilan de campagne et du post mortem effectués au cours de ces réunions, il a été décidé de réunir le Conseil national du PQ en février prochain afin de revoir le programme du parti.

Quant à l'attitude de l'Opposition péquiste face aux libéraux, le Premier ministre sortant a expliqué qu'elle sera «vigoureuse», «ferme» et «responsable».